

RCS : METZ

Code greffe : 5751

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de METZ atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 01226

Numéro SIREN : 442 344 990

Nom ou dénomination : IMOCLAIRE

Ce dépôt a été enregistré le 15/03/2023 sous le numéro de dépôt 1401

Imoclaire

Société par actions simplifiée au capital de 200.000 €
Siège social : 15, Rempart Saint-Thiébault – 57000 Metz
442 344 990 RCS Metz

**PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 15 DECEMBRE 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le quinze décembre à onze heure,

Les associés de la société **Imoclaire**, société par actions simplifiée au capital de 200.000 €, ayant son siège social au 15, Rempart Saint-Thiébault – 57000 Metz, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Metz sous le numéro 442 344 990 (ci-après la "**Société**"), se sont réunis en assemblée générale, au siège de la Société, sur convocation faite par le Président.

Il a été établi une feuille de présence qui a été signée par les associés présents et les mandataires des associés représentés en entrant en séance.

Monsieur Grégory Bigel, préside la séance en sa qualité de Président de la Société.

Madame Nathalie Bigel est désignée comme secrétaire de séance.

Le Président constate que l'assemblée générale, régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- la feuille de présence à l'assemblée générale accompagnée des pouvoirs des associés représentés par des mandataires le cas échéant ;
- les copies des lettres de convocation adressées aux associés ;
- le rapport du Commissaire aux apports ;
- le Traité d'Apport de 113 parts sociales de la SCI 15 Rempart Saint-Thiébault ;
- le texte des projets de résolutions proposées par le Président à l'assemblée.

Puis le Président déclare que les textes des projets de résolutions proposées, le rapport du Commissaire aux apports, le Traité d'Apport ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des associés, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée et que la Société a fait droit aux demandes de documents qui lui ont été adressées.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

APRES AVOIR RAPPELE :

1.

Que, Monsieur Grégory Bigel a signé un traité d'apport en date du 5 décembre 2022 (le "**Traité d'Apport**") aux termes desquels il s'engage à apporter à la Société : 113 parts sociales de la société SCI 15 Rempart Saint-Thiébault, société civile immobilière au capital de 1.200 €, ayant son siège social au 15, Rempart Saint-Thiébault – 57000 Metz, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Metz, sous le numéro 839 784 758 (la "**SCI 15 Rempart Saint-Thiébault**") ;

2.

Que le Traité d'Apport susvisé était soumis aux conditions suspensives suivantes :

- (i) Etablissement d'un rapport par un Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport et des avantages particuliers éventuels ;
- (ii) Agrément de l'apport à la Société par les associés de la SCI 15 Rempart Saint-Thiébault ;
- (iii) Approbation de l'apport et de l'augmentation de capital correspondant à la rémunération dudit apport par les associés de la Société statuant en conformité avec les prescriptions légales et statutaires sur le rapport d'un Commissaire aux apports.

3.

Que de convention expresse entre les signataires du Traité d'Apport, le Traité d'Apport sera immédiatement anéanti et sans effet, sans indemnité de part et d'autre, en cas de survenance de la condition résolutoire suivante :

- (i) Exercice par la Ville de Metz de son droit de préemption urbain sur l'apport, dans son délai de réponse de 2 mois à compter de la déclaration d'intention d'aliéner en date du 24 novembre 2022 en vertu de l'article L.213-1 et suivants du Code de l'urbanisme, soit jusqu'au 24 janvier 2023.

4.

Que la société Abaque-Consulting, représentée par Monsieur Olivier Kuntz, Commissaire aux apports désigné par les associés en date du 29 novembre 2022, a rendu son rapport le 30 novembre 2022, de sorte que la condition suspensive visée au 2. (i) est réalisée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

5.

Que en date du 9 décembre 2022, la Ville de Metz a expressément renoncé à l'exercice de son droit de préemption urbain sur l'apport par retour de la déclaration d'intention d'aliéner en date du 24 novembre 2022 en vertu de l'article L.213-1 et suivants du Code de l'urbanisme, de sorte que la condition résolutoire visée au 3. (i) ne s'est pas réalisée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

6.

Que les associés de la SCI 15 Rempart Saint-Thiébault ont agréé l'apport de titres à la Société aux termes d'un procès-verbal des décisions unanimes des associés en date du 15 décembre 2022, de sorte que la condition suspensive visée au 2. (ii) est réalisée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

7.

Que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Agrément de l'apport de 113 parts sociales de la SCI 15 Rempart Saint-Thiébault par Monsieur Grégory Bigel et l'évaluation dudit apport ;
- Augmentation du capital d'un montant de 15.110 € en vue de rémunérer l'apport susvisé ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités.

Puis le Président donne lecture du rapport du Commissaire aux apports, du Traité d'Apport et de l'exposé des motifs des projets de résolution présentés.

Cette lecture terminée, le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale connaissance prise :

- du Traité d'Apport aux termes duquel, Monsieur Grégory Bigel fait apport à la Société de la pleine propriété de 113 parts sociales de la SCI 15 Rempart Saint-Thiébault évaluées à un montant global de environ 348.416,67 € ;
- du rapport du 30 novembre 2022 de Monsieur Olivier Kuntz, Commissaire aux apports, désigné par les associés en date du 29 novembre 2022.

approuve cet apport ainsi que l'évaluation qui en a été faite.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport du Commissaire aux apports, décide à titre de rémunération de l'apport approuvé à la première résolution, d'augmenter le capital social d'un montant de 15.110 €, par voie de création de 1.511 actions nouvelles d'une valeur nominale de 10 € chacune, entièrement libérées et toutes attribuées à Monsieur Grégory Bigel, en rémunération de son apport.

Ces actions qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des assemblées générales, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour.

En outre, et afin d'apurer les droits formant rompus, Monsieur Grégory Bigel doit percevoir à titre d'indemnisation un montant global de 55,62 € correspondant à une soulte, toutefois, Monsieur Grégory Bigel a renoncé expressément au versement de ladite indemnisation, ce dont prend acte l'assemblée.

La différence entre la valeur nette globale de l'apport soit environ 348.416,67 € et le montant de cette augmentation de capital soit 15.110 €, constitue une prime d'apport qui s'élève en l'espèce à la somme de 333.251,05 €, déduction faite de la soulte pour apurer les rompus d'un montant de environ 55,62 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale en conséquence des précédentes résolutions décide à l'unanimité de modifier les statuts comme suit :

- L'article 6 – APPORTS des statuts est modifié comme suit :

"Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 8.000 €, représentants des apports en numéraires.

Par ailleurs, il a été apporté à la Société, depuis sa constitution, à titre d'augmentation de capital :

- *L'assemblée générale extraordinaire du 27 novembre 2009 a décidé une augmentation de capital d'une somme de 92.000 € par apport en numéraire pour 70.000 € et par compensation avec les comptes courants d'associés pour 22.000 €.*
- *L'assemblée générale extraordinaire du 26 novembre 2010 a décidé une augmentation de capital d'une somme de 100.000 € par apport en numéraire pour 90.000 € et par incorporation d'autres réserves pour 10.000 €.*
- *L'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2022 a décidé une augmentation de capital d'une somme de 15.110 € par voie de création de 1.511 actions de 10 € de valeur nominale en rémunération d'un apport en nature de 113 parts sociales en pleine propriété de la SCI 15 Rempart Saint-Thiébault, société civile immobilière au capital de 1.200 €, ayant son siège social au 15, Rempart Saint-Thiébault – 57000 Metz, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Metz, sous le numéro 839 784 758, fait par Monsieur Grégory Bigel."*

- L'article 7 – CAPITAL SOCIAL est modifié comme suit :

"Le capital social est fixé à la somme de 215.110 € (deux cent quinze mille cent dix euros).

Il est divisé en 21.511 (vingt-et-un mille cinq cent onze) actions de 10 € chacune, entièrement libérées."

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité qu'il appartiendra.


Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par le Président de séance et le Secrétaire par voie de signature électronique grâce à l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache, conformément à l'article 1367 du Code civil.

Le :

Le :

DocuSigned by:

53128C3D0AD64EC...

Monsieur Grégory Bigel

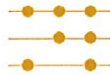
Président de séance

DocuSigned by:

CC09EE9A34354E9...

Madame Nathalie Bigel

Secrétaire



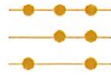
ABAQUE CONSULTING

EXPERTISE • CONSEIL • AUDIT

IMOCCLAIRE

**SAS au capital de 200 000,00 euros
15, Rempart Saint-Thiébault
57 000 METZ**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR DES APPORTS DE LA SCI 15 REMPART SAINT-THIEBAULT AU PROFIT DE LA SAS IMOCCLAIRE



ABAQUE CONSULTING

EXPERTISE - CONSEIL • AUDIT

IMOCLAIRE

**SAS au capital de 200 000,00 euros
15, Rempart Saint-Thiébault
57 000 METZ**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR DES APPORTS DE LA SCI 15 REMPART SAINT-THIEBAULT AU PROFIT DE LA SAS IMOCLAIRE

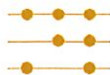
Aux associés de la société IMOCLAIRE,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision des associés de la société IMOCLAIRE en date du 29 novembre 2022 concernant l'apport des parts sociales détenues par Monsieur Grégory BIGEL dans la SCI 15 REMPART SAINT-THIEBAULT à la SAS IMOCLAIRE, nous avons établi le présent rapport prévu par l'article L.225-14 du Code de Commerce.

La valeur des titres a été arrêtée dans un projet de contrat d'apport. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes professionnelles de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes applicables à cette mission. Ces normes professionnelles requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports, augmentée éventuellement de la prime d'émission.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.



ABAUQUE CONSULTING

EXPERTISE • CONSEIL • AUDIT

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1. CONTEXTE DE L'OPERATION

Dans le souci de réorganisation de son patrimoine, Monsieur Grégory BIGEL, en sa qualité d'associé de la SCI 15 REMPART SAINT-THIEBAULT, souhaite apporter à la SAS IMOCLAIRE 113 parts sociales numérotées de 2 à 114.

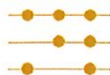
1.2. PRESENTATION DES SOCIETES PARTICIPANT A L'OPERATION

La société IMOCLAIRE, société par actions simplifiée au capital de 200 000,00 euros, dont le siège social se situe 15, Rempart Saint-Thiébauld 57000 METZ et qui est immatriculé au RCS de METZ sous le numéro 442 344 990, est représentée par Monsieur Grégory BIGEL, associé et Président de la société.

La société a pour objet :

- la détention de participations dans des sociétés opérationnelles exerçant une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, ainsi que dans des sociétés à prépondérances immobilières, à l'exception de la gestion de leur propre patrimoine mobilier ou immobilier,
- l'administration, la mise en valeur de ces participations,
- l'obtention de toutes ouvertures de crédits et facilités de caisses avec ou sans garanties,
- la gestion de trésorerie de groupe, toutes études techniques commerciales et autres à destination des sociétés détenues,
- à titre exceptionnel le cautionnement des dettes et emprunts contractés par les associés ou par des tiers, ayant un lien direct ou indirect avec la société, tels que filiales, sociétés mères ou sociétés du même groupe,
- l'activité de marchand de biens,
- centre d'affaires, location de bureaux, salles de réunions, domiciliation d'entreprises, organisation de conférence,
- toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet social ou à tous objets similaires ou connexes,
- la participation de la société à toutes entreprises, sociétés, alliances, sociétés en participation ou groupements d'intérêts économiques, créés ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes et ce par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance, société ou association en participation.

La SCI 15 REMPART SAINT-THIEBAULT, société civile immobilière au capital de 1 200,00 euros, dont le siège social se situe 15 Rempart Saint-Thiébauld 57000 METZ et qui est immatriculé au RCS de



ABAQUE CONSULTING

EXPERTISE - CONSEIL • AUDIT

METZ sous le numéro 839 784 758, est représentée par Monsieur Grégory BIGEL, associé et gérant de la société.

La société a pour objet :

- l'acquisition de tous immeubles bâtis ou non bâtis, titres de sociétés immobilières,
- la propriété, l'administration et la gestion de ces biens, leur exploitation par bail ou autrement, leur mise à disposition éventuelle au profit d'un associé,
- la mise en valeur de ces biens immobiliers, notamment par l'édification de constructions nouvelles pour toutes destinations, la transformation des constructions déjà existantes et tous travaux de viabilité,
- et généralement, toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet et ne modifiant pas le caractère civil de la Société.

1.3. DESCRIPTION DE L'OPERATION

1.3.1. CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DE L'APPORT

La société IMOCLAIRE sera propriétaire des parts sociales apportées, sous réserve de la réalisation des conditions suspensives et à compter du jour où il aura été pris, par ses associés, la décision de réalisation définitive de l'augmentation de son capital par voie d'émission d'actions nouvelles attribuées à Monsieur Grégory BIGEL en contrepartie de son apport.

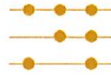
La société IMOCLAIRE aura droit à tout dividende, intérêt, produit remboursement ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les parts sociales apportées à compter du jour de la réalisation définitive de l'augmentation de capital correspondant à la rémunération de l'apport.

1.3.2. CONDITIONS SUSPENSIVES

L'apport est soumis aux conditions suspensives suivantes :

- l'établissement d'un rapport par un Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport et des avantages particuliers éventuels ;
- l'agrément de l'apport par les associés de la SCI 15 REMPART SAINT-THIEBAULT ;
- l'approbation de l'apport et de l'augmentation de capital correspondant à la rémunération dudit apport par les associés de la SCI IMOCLAIRE statuant en conformité avec els prescriptions légales et statutaires sur le rapport d'un Commissaire aux apports.

Il est expressément convenu par les parties, et sauf convention contraire, que la réalisation des conditions suspensives devra intervenir au plus tard dans les trois mois qui suivent la signature du présent apport, à défaut de quoi, le présent traité sera considéré comme caduc et non avenu, sans indemnité de part et d'autre.



ABAQUE CONSULTING

EXPERTISE • CONSEIL • AUDIT

1.3.3. CONDITION RESOLUTOIRE

Le présent apport est soumis à la condition résolutoire suivante :

- exercice par la ville de Metz de son droit de préemption urbain sur l'apport, dans son délai de réponse de 2 mois à compter de la déclaration d'intention d'aliéner en date du 24 novembre 2022 en vertu de l'article L.213-1 et suivants du Code de l'urbanisme, soit jusqu'au 24 janvier 2023.

Il est expressément convenu entre les parties, et sauf convention contraire, que le présent apport sera immédiatement anéanti et sans effet, sans indemnité de part et d'autre, ainsi que l'acceptent les parties, en cas de survenance de la condition résolutoire.

1.3.4. REMUNERATION DES APPORTS

L'apport de 113 parts sociales de la SCI 15 REMPART SAINT-THIEBAULT est évalué à la somme de 348 416.67 euros.

En rémunération de l'apport fait à la société IMOCLAIRE, et en tenant compte du rapport d'échange ci-avant arrêté, les parties décident d'attribuer à Monsieur Grégory BIGEL 1 511 actions nouvelles d'une valeur nominale de 10 euros chacune, créées par la société IMOCLAIRE, Monsieur Grégory BIGEL, à titre d'augmentation de son capital pour un montant de 15 110 euros.

Monsieur Grégory BIGEL renonce expressément aux droits formant rompus, à savoir 0.24 action nouvelle, et à la soulte pour apurer ces rompus d'un montant d'environ 55.62 euros.

La différence entre la valeur nette globale de l'apport soit 348 416.67 euros et le montant de cette augmentation de capital de 15 110 euros, constitue une prime d'apport qui s'élève à 333 251.05 euros déduction faite de la soulte pour apurer les rompus d'un montant de 55.62 euros.

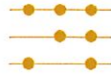
1.4. PRESENTATION DES APPORTS

1.4.1. METHODE D'EVALUATION RETENUE

La valorisation des parts sociales apportées, telle exposée dans le contrat d'apport, est appréhendée par une approche patrimoniale, consistant à évaluer le patrimoine de l'entreprise en valorisant ses actifs au prix de marché en valeur d'usage et en déduisant des dettes, ainsi que par une approche par le rendement, consistant à valoriser l'entreprise selon les bénéfices générés.

1.4.2. DESCRIPTION DES APPORTS

Sur la base des comptes arrêtés au titre des exercices clos le 31 décembre 2021, l'évaluation des parts sociales à la valeur de 370 000 euros repose sur la pondération des méthodes suivantes :



ABAUQUE CONSULTING

EXPERTISE - CONSEIL • AUDIT

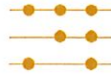
- la valeur patrimoniale d'un montant de 218 965 euros basée sur le montant des actifs revalorisés au prix du marché déduction faite des dettes ;
- et
- la capitalisation du bénéfice net moyen d'un montant de 101 427 euros, déterminée à partir du bénéfice moyen réalisé, auquel a été appliqué un coefficient de rendement de rendement.

La moyenne de ces méthodes pondérées débouche sur une valeur de 378 867 euros. La valeur retenue est de 370 000 euros pour 120 parts sociales, correspondant à une valeur unitaire de 3083.33 euros.

2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimées nécessaires pour apprécier la valeur des apports au regard des normes professionnelles de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatives à cette mission. En particulier, nous avons réalisé les diligences suivantes :

- prise de connaissance du projet de contrat d'apport ;
- entretien sur les motifs et les principales modalités de l'opération d'apport, avec la SCI 15 REMPART SAINT-THIEBAULT ;
- analyse de la pertinence et de la cohérence des méthodes et des critères d'évaluation retenus pour la valorisation des parts sociales de la SCI 15 REMPART SAINT-THIEBAULT ;
- examen et analyse des comptes annuels de la SCI 15 REMPART SAINT THIEBAULT au 31 décembre 2021 visant à contrôler la réalité, la propriété et les valeurs individuelles des apports et l'appréciation de la valeur globale des apports ;
- examen et analyse des faits ou événements intervenus durant la période intercalaire du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport et pouvant remettre en cause la valeur des apports proposée dans les contrats d'apports ;
- obtention de la confirmation que, jusqu'à la date du présent rapport, aucun fait ou événement n'est susceptible de remettre en cause la valeur des apports ;
- obtention de la lettre d'affirmation des dirigeants concernés par l'opération, nous indiquant que toutes les informations pouvant avoir une incidence sur nos travaux nous ont été communiquées.



ABAQUE CONSULTING

EXPERTISE - CONSEIL • AUDIT

3. CONCLUSION

Sur base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur des apports retenue s'élevant à 348 416.67 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire d'apport.

Metz, le 30 novembre 2022

ABAQUE CONSULTING
Olivier KUNTZ

Commissaire aux apports

Imoclaire

Société par actions simplifiée au capital de 215.110 €
Siège social : 15, Rempart Saint-Thiébault – 57000 Metz
442 344 990 RCS Metz

STATUTS

A jour des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 décembre 2022

Certifiés conformes

Le Président

DocuSigned by:

53128C3D0AD64EC...

Certifiés conformes par voie de signature électronique grâce à l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache, conformément à l'article 1367 du Code civil.

ARTICLE 1 - FORME

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date à ST AVOLD du 27 mai 2002, enregistré au Service des Impôts de Saint-Avold le 29 mai 2002 (bordereau 110/2/1410 val 14).

Elle a été transformée en société par actions simplifiée aux termes d'une décision unanime des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire le 29 août 2014.

Elle continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les lois et règlements en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La présente société par actions simplifiée continue d'avoir pour objet, en France et à l'étranger :

- la détention de participations dans des sociétés opérationnelles exerçant une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale, agricole ou financière, ainsi que dans des sociétés à prépondérance immobilière, à l'exception de la gestion de leur propre patrimoine mobilier ou immobilier,
- l'administration, la mise en valeur de ces participations,
- l'obtention de toutes ouvertures de crédits et facilités de caisse avec ou sans garantie,
- la gestion de trésorerie de groupe, toutes études techniques commerciales et autres à destination des sociétés détenues,
- à titre exceptionnel le cautionnement des dettes et emprunts contractés par les associés ou par des tiers, ayant un lien direct ou indirect avec la société, tels que filiales, sociétés mères ou sociétés du même groupe,
- l'activité de marchand de biens,
- centre d'affaires, location de bureaux, salles de réunions, domiciliation d'entreprises, organisation de conférences.

Toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet social ou à tous objets similaires ou connexes,

La participation de la société à toutes entreprises, sociétés, alliances, sociétés en participation ou groupements d'intérêt économique, créés ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et ce par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance, société ou association en participation.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société reste : "IMOCLAIRE".

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social reste fixé : 15, Rempart Saint Thiébault à 57000 METZ.

Il peut être transféré en tout endroit par décision de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société reste fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidées par la collectivité des associés.

ARTICLE 6 – APPORTS

Lors de la constitution, il a été fait apport d'une somme de 8.000 €, représentant des apports en numéraires.

Par ailleurs, il a été apporté à la Société, depuis sa constitution, à titre d'augmentation de capital :

- L'assemblée générale extraordinaire du 27 novembre 2009 a décidé une augmentation de capital d'une somme de 92.000 € par apport en numéraire pour 70.000 € et par compensation avec les comptes courants d'associés pour 22.000 €.
- L'assemblée générale extraordinaire du 26 novembre 2010 a décidé une augmentation de capital d'une somme de 100.000 € par apport en numéraire pour 90.000 € et par incorporation d'autres réserves pour 10.000 €.
- L'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2022 a décidé une augmentation de capital d'une somme de 15.110 € par voie de création de 1.511 actions de 10 € de valeur nominale en rémunération d'un apport en nature de 113 parts sociales en pleine propriété de la SCI 15 Rempart Saint-Thiébauld, société civile immobilière au capital de 1.200 €, ayant son siège social au 15, Rempart Saint-Thiébauld – 57000 Metz, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Metz, sous le numéro 839 784 758, fait par Monsieur Grégory Bigel.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 215.110 € (deux cent quinze mille cent dix euros).

Il est divisé en 21.511 (vingt-et-un mille cinq cent onze) actions de 10 € chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I - Le capital social peut être augmenté par tous moyen et selon toutes modalités prévus par la loi.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés est seule compétente pour décider, sur le rapport du Président, une augmentation de capital immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

Lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, un droit préférentiel à la souscription de ces actions est réservé, dans les conditions légales, aux propriétaires d'actions existantes autres que des actions de préférence sans droit de vote auxquelles est attaché un droit limité aux dividendes, aux réserves ou au partage de l'actif de liquidation, même si elles récupèrent un droit de vote au cours de leur existence.

Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel et la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions prévues par la loi, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrit un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires et ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des associés. Les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut, sur le rapport du Président et sur le rapport spécial du Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, autoriser le Président à procéder, au profit des membres du personnel salarié de la Société ou de certaines catégories d'entre eux, à une attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre sous les conditions et modalités prévues à l'article L. 225-197-1 du Code de commerce.

L'Assemblée Générale Extraordinaire fixe le pourcentage maximal du capital social pouvant être attribué, le nombre total des actions attribuées gratuitement ne pouvant toutefois excéder 10 % du capital social à la date de la décision de leur attribution par le Président.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai de 60 jours suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

ARTICLE 13 - AGREMENT

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers ou au profit d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, les actions du cédant étant prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec avis de réception. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus, C.com. L.228-24 al.1, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée que par la décision collective d'une assemblée générale extraordinaire.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.

ARTICLE 14 - LOCATION DES ACTIONS

La location des actions est interdite.

ARTICLE 15 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés prise à la majorité des deux tiers. L'associé faisant l'objet de la procédure d'exclusion ne participe pas au vote.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion est prise en présence ou non de l'associé concerné ; elle prend effet à compter de son prononcé et est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption ...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les deux mois de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause ne peut être annulée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 17 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

En cas de démembrement des actions, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions collectives, ordinaires et extraordinaires.

Il est ici rappelé que le nu-proprétaire et l'usufruitier devront être convoqués aux assemblées générales, ayant chacun le droit de participer aux décisions collectives aux voix consultative pour les décisions dont le droit de vote ne leur est pas dévolu.

ARTICLE 18 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des statuts par décision collective des associés. Le Président de la Société est ensuite désigné par décision collective des associés prise à la majorité représentant plus de la moitié du capital.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le mandat du Président est renouvelable.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire.

La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Révocation

Le Président peut être révoqué pour un motif grave, par décision de la collectivité des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins les deux tiers du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité requise pour les décisions extraordinaires. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

En outre, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Président personne morale,
- exclusion du Président associé.

Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération dont les modalités seront fixées ultérieurement par la décision collective ordinaire des associés. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

ARTICLE 19 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Sur la proposition du Président, la collectivité des associés peut nommer à la majorité simple un Directeur Général, personne physique ou morale.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis de trois mois, lequel pourra être réduit lors de consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Révocation

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de la collectivité des associés sur proposition du Président, prise à la majorité des deux tiers du capital et droits de vote de la Société. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

Le Directeur Général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le Directeur Général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers sauf en cas de décès du Président ou d'incapacité physique grave empêchant ce dernier de pouvoir exercer ses fonctions."

ARTICLE 20 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS OU ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

ARTICLE 21 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

ARTICLE 22 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions.

Elles doivent être reçues au siège social dix jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés. Le Président accuse réception de ces demandes dans les cinq jours de leur réception.

ARTICLE 23 - DECISIONS COLLECTIVES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- agrément des cessions d'actions,
- inaliénabilité des actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- augmentation des engagements des associés,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- modification des statuts, même transfert du siège social,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

ARTICLE 24 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 25 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par lettre recommandée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 26 - ASSEMBLEE GENERALE

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité d'entreprise en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins un quart (25 %) du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social dix jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les cinq jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache.

Une feuille de présence est émise par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'Assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'Assemblée.

L'Assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

ARTICLE 27 - REGLES DE MAJORITE

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Les décisions collectives entraînant modification des statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la loi, seront prises à la majorité des deux tiers. Les autres décisions seront prises à la majorité représentant la moitié du capital.

ARTICLE 28 - PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés.

Les procès-verbaux doivent indiquer le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés présents et représentés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et pour chaque résolution le résultat du vote.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 29 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Les rapports établis par le Président doivent être communiqués aux frais de la Société aux associés dix jours avant la date de la consultation, ainsi que les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice lors de la décision collective statuant sur ces comptes.

Les associés peuvent, à toute époque, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

ARTICLE 30 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

ARTICLE 31 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, il établit un rapport spécial qui informe chaque année la collectivité des associés des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la Société à chacun des mandataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la Société, s'il en existe, dans les conditions légales et réglementaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et, le cas échéant, du rapport du ou des Commissaires aux Comptes. Lorsque la Société établit des comptes consolidés, ceux-ci sont présentés, lors de cette décision collective, avec le rapport de gestion du groupe et le rapport des Commissaires aux Comptes.

ARTICLE 32 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre tous les associés proportionnellement à leurs droits dans le capital.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

En cas de démembrement des actions, il est convenu que l'usufruitier aura droit d'appréhender l'ensemble des dividendes mis en distribution provenant des résultats courants ou des reports à nouveau mis en distribution.

En cas de distribution de dividendes provenant de la cession d'actifs sociaux, de résultats exceptionnels ou prélevés sur les réserves, les droits de l'usufruitier se reporteront sur les sommes distribuées, l'usufruitier disposant alors d'un quasi-usufruit sur lesdites sommes.

Il est encore précisé qu'en cas de démembrement de propriété, les droits de l'usufruitier se reporteront sur le boni de liquidation. Les actifs, objet du boni, seront attribués en démembrement de propriété.

ARTICLE 33 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés ou, à défaut, par le Président.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 34 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 35 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en société d'une autre forme. La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du Commissaire aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 36 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts, ou à la suite d'une décision collective des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette décision collective.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible entre les associés.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 37 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.